

■ L E S A M I S D E ■  
**l'École de Paris**

<http://www.ecole.org>

**Soirées Débat  
Les Invités**

*organisé grâce aux parrains  
de l'École de Paris :*

Accenture  
Air Liquide\*  
Algoé\*\*  
ANRT  
AtoFina  
Caisse Nationale des Caisses  
d'Épargne et de Prévoyance  
CEA  
Chambre de Commerce  
et d'Industrie de Paris  
CNRS  
Cogema  
Conseil Supérieur de l'Ordre  
des Experts Comptables  
Centre de Recherche en gestion  
de l'École polytechnique  
Danone  
Deloitte & Touche  
DiGITIP  
École des mines de Paris  
EDF & GDF  
Entreprise et Personnel  
Fondation Charles Léopold Mayer  
pour le Progrès de l'Homme  
France Télécom  
FVA Management  
Hermès  
IBM  
IDRH  
IdVectoR\*  
Lafarge  
Lagardère  
Mathématiques Appliquées  
PSA Peugeot Citroën  
Renault  
Saint-Gobain  
SNCF  
Socomine\*  
THALES  
TotalFina Elf  
Usinor

\*Uniquement pour le séminaire  
Ressources Technologiques et Innovation  
\*\*Uniquement pour le séminaire  
Vie des Affaires

(liste au 1<sup>er</sup> février 2001)

**EFFETS INATTENDUS DU COMMERCE  
AVEC LES PAYS À BAS SALAIRES**

par

**Pierre-Noël GIRAUD**  
Directeur du Centre d'Économie Industrielle de  
l'École des mines de Paris

commentaires de

**Jean-Marc OURY**  
Directeur de la Compagnie Générale des Eaux

débats animés par

**Jean-Claude THOENIG**  
Directeur du Groupe d'Analyse des Politiques Publiques, CNRS

Séance du 26 septembre 1994  
Université Paris IX Dauphine  
Compte rendu a été rédigé par Michel Berry et Pierre-Noël Giraud

**Bref aperçu de la réunion**

Le commerce avec les pays à bas salaires ne provoquera pas forcément le chômage dans les pays développés ; mais il peut accroître fortement les écarts de revenus entre les compétitifs et les autres et provoquer la disparition de la classe moyenne. C'est d'ailleurs ce qu'on observe aux États-Unis. Ce n'est pas la seule évolution possible, mais c'est celle qui résulterait de la non-intervention des États en matière de régulation des échanges internationaux ou de politique de revenus.

Cette thèse a été vivement débattue par les participants

*L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse  
des comptes rendus ; les idées restant de la seule responsabilité de leurs auteurs.  
Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.*

## **EXPOSÉ de Pierre-Noël GIRAUD<sup>1</sup>**

Le débat sur les délocalisations et le libre-échange avec les pays à bas salaires, quoique vif, est en réalité assez mal engagé. Il est centré, pour des raisons bien compréhensibles, sur la question du chômage. Mais ce n'est pas la vraie question; aussi n'assiste-t-on qu'à des joutes d'arguments dogmatiques, qui ne sont pas sans rappeler celles, plus anciennes mais toujours actuelles, sur le progrès technique et l'emploi. En effet, aujourd'hui, la conséquence inévitable d'un libre-échange croissant entre pays industrialisés riches et pays à bas salaires et à capacités technologiques (PBSCT), n'est pas nécessairement l'augmentation du chômage dans les premiers, c'est l'accroissement régulier et probablement rapide des inégalités de revenus dans les deux types de pays.

### **Un point de méthode : deux logiques...**

Il est tout d'abord indispensable de distinguer, dans l'économie mondiale contemporaine, deux logiques distinctes: celle des firmes et celle des États. Si les capitaux et les biens et services circulent de plus en plus librement et à coût décroissant, il est dans la logique des firmes de localiser leurs différentes activités (recherche-développement, conception, fabrication, finance, etc.) au sein des territoires où il est le plus rentable pour elles de le faire. A partir du moment où, au sein d'un ensemble de firmes en compétition, certaines s'engagent dans ce type de mouvement et y trouvent un avantage compétitif, les autres sont obligées de le suivre, sauf à disparaître. Il ne peut en aucune façon leur être reproché d'agir ainsi, lorsque les conditions de la compétition au sein de nos économies de marchés capitalistes les y contraignent.

Les délocalisations ne sont donc qu'une manifestation du libre-échange avec les pays à bas salaires, lequel constitue donc la *vraie* question, et cette question relève des États. En effet la logique des États, dans le domaine économique, est de créer les conditions de la prospérité matérielle *au sein des territoires* où s'exerce leur souveraineté. C'est donc à eux d'apprécier si et à quelles conditions le libre-échange contribue à cette prospérité et d'agir en conséquence.

### **Trois catégories d'actifs dans les pays riches**

Pour analyser les conséquences du libre échange, je propose d'abord de diviser en trois catégories la population active des pays industrialisés. D'abord, les "compétitifs": ils possèdent les qualifications et les savoir-faire qui permettent aux pays industrialisés d'être toujours capables de produire des biens et services que les PBSCT ne peuvent imiter: cela va pour la France des Airbus aux parfums, en passant par les camemberts. Les "exposés" sont ceux qui, via la circulation de plus en plus libre et facile des capitaux, des biens et même des services, sont directement en compétition avec les salariés, de l'ouvrier à l'informaticien détenteur d'un Ph.D., des pays à bas salaires. Enfin les "protégés" produisent des biens et services qui, par nature, ne peuvent pas voyager<sup>2</sup>.

### **Un mécanisme élémentaire initialement destructeur d'emplois**

Il faut ensuite reconnaître, or ce point est particulièrement obscur dans les débats actuels, que l'accroissement des échanges d'un pays riche, la France par exemple, avec les pays à bas salaires commence d'abord par détruire en France plus d'emplois exposés qu'il ne crée d'emplois compétitifs, tout simplement parce que ces derniers se vendent plus cher. Échanger du travail qualifié cher -compétitif- contre du travail moins qualifié bon marché -exposé- est en effet la "raison d'être" de l'échange et en fait tout l'intérêt pour les deux pays qui s'y livrent.

---

<sup>1</sup> Une argumentation nettement plus développée sera publiée dans *Gérer et Comprendre* en décembre 1994.

<sup>2</sup> Cette typologie n'est pas sans rapport avec celle de Robert Reich dans "l'Économie Mondialisée" - Dunod, Paris, 1993. (Traduction de : *The Work of Nations*, Knopf, New York, 1991). Le lecteur attentif de cet ouvrage stimulant verra cependant que nos catégories sont différentes et que j'en ai un autre usage que le sien.

Prenons un exemple numérique simple utilisé par l'un de nos ministres, dans une "*leçon sur les avantages du libre-échange*" donnée dans les colonnes du journal "Le Monde"<sup>3</sup>. Sa démonstration est la suivante. L'achat d'une paire de chaussures importée à 100F au lieu de celle que propose à 250F un producteur situé en France, dit-il, fait économiser au consommateur 150F, qu'il utilise à acheter des livres et aller au restaurant, faisant ainsi travailler des salariés français ; les 100F de pouvoir d'achat distribués dans les pays à bas salaire fabriquant les chaussures, après avoir circulé dans l'économie mondiale, finiront normalement par engendrer une demande de 100F de produits français que nous exporterons. Le bilan est donc favorable : le bien-être des consommateurs s'est accru, nous produisons toujours autant - 150F de biens et services divers + 100F de biens exportés remplacent les 250F de chaussures que nous ne produisons plus - et notre balance commerciale reste équilibrée.

Mais quel est le bilan en termes d'emplois ? 100 millions de francs d'importations de chaussures venant se substituer à 250 millions de production nationale détruisent environ 1250 emplois. 150 millions de production nationale moyenne supplémentaire crée environ 420 emplois. L'exportation de 100 millions de francs d'Airbus ou de T.G.V. ne crée que 300 emplois. Le solde est donc une augmentation du chômage de 530. Ces chiffres ne sont que des approximations, puisque je me suis contenté de prendre la valeur ajoutée par emploi dans chaque branche, négligeant ainsi les effets induits. Veut-on des chiffres plus précis ? Claude Vimont en a calculés<sup>4</sup>. En 1991, le commerce entre la France et la Corée du sud était le suivant : exportations françaises de 7,55 milliards de francs, importations en provenance de Corée de 8,5 milliards. En le ramenant à l'équilibre, on obtient le bilan en emplois suivant : 919 emplois de cadres et techniciens créés, 1198 emplois de contremaîtres, ouvriers et employés qualifiés détruits (les exposés ne sont pas uniquement des employés non qualifiés), 7377 emplois non qualifiés détruits, bilan total : 7656 emplois détruits.

Mais il est à peine ici besoin de chiffres, car la raison de cette destruction d'emplois est limpide : *les produits que nous exportons contiennent moins d'emplois que les produits qui ont été remplacés par des importations*. Un accroissement, même parfaitement équilibré, du commerce entre les pays industrialisés riches et les PBSCT commence donc d'abord par détruire dans les premiers plus d'emplois exposés qu'il ne crée d'emplois compétitifs.

### **Chômage et inégalité : une question de rythmes**

Devant cette destruction initiale d'emploi, tout se joue alors, en ce qui concerne l'évolution du chômage, sur la capacité des pays riches à créer en permanence, par leur croissance interne, suffisamment d'emplois compétitifs et protégés pour compenser cette perte initiale. Le problème est donc essentiellement dynamique, puisqu'il s'agit de comparer deux rythmes : celui de destruction d'emplois exposés par l'ouverture croissante et la compétition des PBSCT, celui de la création d'emplois compétitifs dans les pays riches car c'est lui qui commande aussi la création nette d'emplois protégés. Il faut bien en effet que le nombre et les revenus des compétitifs augmentent pour que s'accroisse la demande de biens et services protégés. De quoi dépendent ces rythmes ?

Le rythme de création d'emplois compétitifs dépend avant tout de nos capacités d'innovation, appuyées sur notre effort de formation. Quant au rythme de destruction d'emplois exposés, il dépend des masses d'hommes engagées dans une industrialisation extravertie et de leur rapidité d'imitation et de diffusion des technologies. Or en la matière, les choses sont en train de changer radicalement, et c'est là le point essentiel. Ce ne sont plus quelques "dragons" de quelques dizaines de millions d'habitants partis des plus bas niveaux de développement, mais des pays regroupant 3 à 4 milliards d'hommes et de niveau technique *déjà* très avancé (ils sont

---

<sup>3</sup> A. Madelin, *Le Monde* du vendredi 24 Juin 1994

<sup>4</sup> C. Vimont : *Le commerce extérieur français, créateur ou destructeur d'emplois ?* Economica, Paris, 1993.

capables d'envoyer des satellites) qui sont désormais des candidats crédibles à une croissance tirée par les exportations vers les pays riches: la Chine, l'Inde, les ex-pays socialistes d'Europe, la totalité de l'Amérique latine, quelques pays du pourtour méditerranéen. Non seulement nos gouvernements et les organisations internationales les poussent vigoureusement dans cette voie, mais nos entreprises, qui dans leur propre logique ne peuvent faire autrement, se "décollent", investissent chez eux et leur transfèrent rapidement des technologies avancées.

Y a-t-il dans ces conditions la moindre chance pour que nous courrions assez vite devant la puissante dynamique de rattrapage des nouveaux PBSCT, c'est-à-dire que nous créions assez d'emplois ? Oui, mais à une condition : que le coût du travail des actifs exposés et protégés décroisse régulièrement. D'une part, cela freine le rythme de destruction d'emplois exposés, d'autre part et surtout, la baisse induite du prix des biens et services protégés incite les compétitifs, le seul groupe dont les revenus augmentent, à en consommer plus, ce qui permet la création de suffisamment d'emplois protégés pour absorber l'excès des destructions d'emplois exposés sur les créations d'emplois compétitifs.

Quant aux pays à bas salaires, les inégalités vont également y croître. Les nouveaux capitalistes de ces pays (et les anciens capitalistes des pays riches installés *dans* ces pays) ayant devant eux de riches et vastes marchés à l'exportation, ne sont nullement contraints, par les exigences d'une croissance autocentrée, de trouver des consommateurs chez eux et donc d'élever rapidement (du moins aussi vite que croît la productivité) les revenus de leurs employés. Ils font donc et vont continuer à faire des profits exceptionnels. D'immenses fortunes commencent de s'y amasser, à côté desquelles celles des Rockefeller et des Morgan apparaîtront peut-être rétrospectivement assez modestes.

Enfin, il ne conviendrait pas de retenir de cela que les compétitifs resteront dans cette affaire parfaitement tranquilles et heureux. Ce serait faire fi de ce que *la concurrence entre eux au sein des pays riches ne peut également que s'accroître* et qu'ils sont eux aussi engagés dans une course de plus en plus rapide pour rester dans le groupe. Si les compétitifs d'un pays riche perdaient en compétitivité relative *vis-à-vis de ceux des autres pays riches*, s'ajouterait au mouvement précédent un décrochage de la richesse moyenne de ce pays au sein de l'ensemble des pays riches.

Résumons-nous donc d'une seule phrase : *aujourd'hui*,<sup>5</sup> le libre-échange croissant avec les pays à bas salaires et à capacité technologique ne conduit pas nécessairement au chômage massif dans les pays riches, mais sûrement à des inégalités croissantes, accompagnée d'une polarisation tendancielle de la société en deux groupes : les compétitifs et les protégés. Les seconds dépendant, pour ce qui est de leurs revenus, du nombre et de la compétitivité relative des premiers. C'est donc une relation de "clientèle", au sens romain du terme, entre les deux groupes, qui tend à s'instaurer, même si elle reste très largement médiée par les marchés et par l'État. C'est donc l'existence même des classes moyennes dans les pays riches qui est menacée. Des classes pourtant, que le capitalisme du 20<sup>ème</sup> siècle avait non seulement engendrées, mais sur lesquelles il avait fondé sa croissance.

### **Ce n'est peut-être qu'un simple retournement de l'histoire...**

Vu avec un peu de recul, tout ceci n'est après tout peut-être qu'un simple retournement de l'histoire. En effet, le monde à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle est encore un monde de territoires égaux. Selon Paul Bairoch, le revenu moyen dans les trois grandes zones peuplées que sont alors

---

<sup>5</sup> J'insiste sur le fait que je formule là une conjecture *historique*. Car, en théorie, il n'est pas impossible que les pays riches créent assez d'emplois compétitifs pour que les inégalités ne croissent pas. Je suis donc en désaccord avec les principaux résultats des théories néoclassiques de l'échange international, pour qui l'égalisation du coût des facteurs (donc l'accroissement des écarts de revenus) est inévitable dans l'échange. Le défaut de ces théories est précisément d'être statiques.

l'Europe, l'Inde et la Chine est *du même ordre de grandeur*. L'inégalité du monde est une inégalité *interne* aux territoires. C'est l'immémoriale inégalité entre les puissants et les riches - les aristocrates et les marchands - et la masse des paysans et artisans qui vit partout à peu près de la même manière.

Dans le monde contemporain, l'inégalité se donne d'abord surtout comme une inégalité *entre territoires*, le revenu moyen dans les pays industrialisés (en y incluant les pays d'Europe de l'Est et la Russie) est 8 fois supérieur au revenu moyen dans ce qu'on appelait encore il y a peu le Tiers Monde. Cet écart a commencé à se creuser, mais très lentement, au 19<sup>ème</sup> siècle. En 1900 il n'est encore que de 1 à 3. C'est surtout au 20<sup>ème</sup> siècle qu'il s'est accentué.

Mais dans le même temps se produisait un phénomène à bien des égards exceptionnel, car ne résultant nullement de lois économiques, mais d'une série d'événements et de décisions politiques : la forte *réduction des inégalités au sein de la plupart des territoires*. Avec le fordisme (l'articulation de la production et de la consommation de masse, qui engendre des classes moyennes massives) aux États-Unis puis en Europe occidentale et au Japon après la seconde guerre mondiale ; avec le socialisme en Russie puis en Europe de l'Est, ainsi qu'en Chine, mais aussi très largement en Inde, la croissance devient *exceptionnellement égalitaire* et d'ailleurs, très largement pour cette raison *même*, rapide et *principalement autocentrée* (Autocentrage dans le cadre européen -Marché Commun- pour l'Europe occidentale).

En moins de 20 ans, du début des années 1970 à 1989, les facteurs qui avaient permis ce type de croissance ont disparu. Dans les pays riches, les cercles vertueux qui l'entretenaient se brisent, la conjonction et le soutien réciproque des dynamiques économiques des firmes et des territoires s'affaiblissent avec la mondialisation des premières dont la logique est désormais de jouer des *différences entre* territoires. Le socialisme s'est effondré. Les dirigeants des pays du Tiers Monde n'ont désormais d'autre modèle que le capitalisme et la croissance extravertie, tirée par les exportations. Les capitaux, les savoir-faire explicites, les marchandises, circulent presque sans entrave et s'écoulent donc selon les lignes de plus grande pente économique : production là où le rapport qualité/prix des facteurs (du stylistes au manoeuvre) est le meilleur, vente là où est le pouvoir d'achat.

Résultat, le double mouvement qui a caractérisé le coeur du 20<sup>ème</sup> siècle (des années 20 aux années 70) : extraordinaire accroissement des inégalités entre territoires, exceptionnelle réduction des inégalités au sein d'un très grand nombre de territoires, *ce double mouvement a commencé de s'inverser*.

## Que faire ?

### *Laisser faire ?*

Et d'abord, pourquoi faudrait-il faire quoique ce soit ? Le libre-échange total avec les PBSCT et ses conséquences n'auraient, après tout, rien de désagréable pour les compétitifs des pays riches. Il leur permettrait d'accéder rapidement au luxe suprême, qui fut provisoirement hors d'atteinte pendant un tout petit siècle : se payer des domestiques (des emplois protégés par excellence). Cependant la montée du chômage dans certains pays riches, en particulier européens, semble les inquiéter. *La seule solution est alors de lever tous les obstacles à la baisse des revenus* directs et indirects (protection sociale) du travail exposé et du travail protégé. Si malgré cela le marché ne crée pas assez d'emplois protégés, c'est-à-dire si la demande privée de ces emplois ne croît pas assez vite, il faut prendre des mesures complémentaires : l'État crée une partie de ces emplois pour produire des biens publics (nettoyer l'environnement, pacifier les banlieues, s'occuper des personnes âgées abandonnées, etc.) avec les transferts auparavant destinés à financer le chômage. Dans ces conditions tout le monde "travaille", une large part de la population se paupérise, les polices publiques et privées se chargent de contenir la délinquance et les éventuelles révoltes, la charité privée se développe.

C'est la voie dans laquelle se sont engagés, à mon avis, les États-Unis. La création du NAFTA (North American Free Trade Association) va même accélérer les choses. En vingt ans, l'économie des États-Unis est passée d'un taux d'ouverture (importations/PIB) de 4 % à 11 % et les NPI. y ont pris 13 % du marché des produits manufacturés. Dans le même temps, elle créait certes 20 millions d'emplois et le chômage, plus cyclique, y est incontestablement en moyenne inférieur à celui de l'Europe. Mais ceci s'est accompagné d'un accroissement considérable des écarts de revenus et d'une baisse régulière des bas revenus, une très large part de ces emplois ayant été créée, on le sait, dans la catégorie des protégés (gardiens d'immeubles, restauration, service aux ménages, etc.). Pendant ces vingt ans, le salaire net réel des employés non cadres a chuté de 0,73 % par an et l'écart entre les 10 % supérieurs et les 10 % inférieurs parmi les salariés a été multiplié par 1,8. Aujourd'hui, 17 % des employés à *temps plein* sont au-dessous du seuil "officiel" de pauvreté.

Si, par intérêt - c'est, bien sûr, celui des classes moyennes des pays riches, qui constituent encore une large part de leur population et qui risquent d'être laminées- ou par conviction- le cas de compétitifs qui jugeraient peu souhaitable la société esquissée ci-dessus- on estime qu'il faudrait s'opposer à ces évolutions, il n'existe que deux options.

### *Redistribuer les richesses dans les pays riches ?*

Si l'on veut maintenir les écarts de revenus dans des limites "raisonnables", ou du moins ralentir leur accroissement, tout en acceptant (par conviction ou parce qu'on juge impossible de s'y opposer) le libre-échange avec les PBSCT, alors *il faut déconnecter les revenus réels de la rémunération du travail exposé et du travail protégé*. Plus de SMIC, mais, par exemple, un revenu minimum politiquement déterminé, la différence entre le salaire et ce revenu minimum étant versé par l'État et financé par ponction sur les revenus des compétitifs. Cette option a la faveur des partisans du libre échange soucieux de justice et de stabilité sociale. Ils tiennent beaucoup à faire la distinction entre l'augmentation de la "taille du gâteau", que provoque le libre échange, et le partage de ce gâteau, qui relève selon eux de la seule politique. Remarquons cependant que tendanciellement, si l'on veut stabiliser les écarts de revenus, ces transferts doivent croître. On voit donc qu'il est indispensable dans ce cas qu'un fort sentiment collectif d'altruisme existe chez les compétitifs, qui percevront une part décroissante de la richesse qu'ils créent. Soulignons enfin que la dichotomie et l'indépendance supposée entre croissance et partage du gâteau est assez sommaire et néglige certaines contraintes macro-économiques. Un seul exemple : il est toujours possible de taxer les revenus des compétitifs, mais il ne faudrait pas que cela réduise trop leur demande de biens et services protégés, ni que les revenus ainsi transférés aux protégés s'adressent surtout à des importations de biens bon marché en provenance des PBSCT. Or un gouvernement, s'il est maître de l'impôt, ne l'est pas des fonctions de consommation ! D'une répartition qui s'opposerait de façon croissante à des tendances économiques puissantes, on peut donc douter qu'elle soit aujourd'hui politiquement tenable longtemps, et même techniquement réalisable.

### *Réglementer les échanges avec les pays à bas salaires ?*

La seconde option, si l'on souhaite ralentir l'accroissement des inégalités est de *refuser le libre-échange total avec les PBSCT*. Il ne s'agit pas de fermer entièrement les frontières (pour nous évidemment ce serait celles de l'Europe), mais de contrôler notre rythme d'ouverture aux exportations des PBSCT de manière à ajuster les rythmes de destruction d'emplois à nos propres rythmes de création d'emplois. Ceci contraindrait ipso facto ces pays à une croissance plus autocentrée (pas nécessairement dans chaque pays, mais au sein de zones plus vastes), qui ne serait pas nécessairement plus lente. En raison d'obstacles situés à un autre niveau politique,

géopolitique dans ce cas (et parmi eux l'inconsistance de l'Europe dans ce domaine), cette option m'apparaît aujourd'hui également impraticable<sup>6</sup>.

Notre avenir le plus probable en Europe me semble donc aujourd'hui être, une fois encore en matière économique, la voie tracée par les États-Unis. Mais il est une chose que le siècle nous a appris, et c'est le mérite de Keynes de l'avoir compris et formulé, parfois confusément, parmi les premiers. De Ricardo aux néoclassiques en passant par Marx, les économistes ont cru découvrir les "lois" du capitalisme. Or il n'y a pas plus de lois du capitalisme qu'il n'y a de lois de l'histoire. Le capitalisme suit, certes, des lignes de plus grande pente et il est essentiel de les identifier. Mais ce n'est pas lui qui dessine seul le relief. Que les consciences s'accommodent de son nouveau cours ou qu'elles finissent - et à travers quelles crises ? - par le modifier, là-dessus, je ne risquerai, en l'état actuel des choses, aucune conjecture.

## DÉBAT

### Commentaires de Jean-Marc Oury

Pierre-Noël Giraud propose une approche s'inscrivant dans la tradition des grands économistes qui étudient les phénomènes avec des modèles précis. Il a le courage de parler clairement d'individus, en distinguant des compétitifs, des exposés ou des protégés : il s'expose ainsi plus à la critique que ceux qui manient des catégories générales et impersonnelles. Cela a le mérite de provoquer des débats féconds sur les enjeux du commerce international

Il situe son analyse dans une perspective historique très instructive : nous apprenons que la différence de niveaux de vie entre territoires est récente et que la richesse des pays développés tient à l'existence d'une importante classe moyenne. Le commerce international pourrait alors provoquer un retournement de l'histoire.

J'ai cependant des critiques et des questions.

La finance est absente de l'analyse. Or, pour un dollar dépensé dans une transaction commerciale, cinquante ou cent concernent des transactions financières. L'analyse ne tient pas compte de l'évolution des monnaies ou de l'impact des politiques des pays en matière de taux d'intérêt ou de rigueur monétaire. Or il en découle des variations considérables de compétitivité entre pays.

De plus, il me semble que les flux d'investissements dans les pays à bas salaires pourraient tirer les économies des pays développés, à condition de surmonter les obstacles financiers que rencontrent aujourd'hui les investisseurs ; c'est-à-dire à condition de pouvoir faire de la finance dans les pays à bas salaires. Je pense qu'on pourrait être moins pessimiste en intégrant les dimensions financière et monétaire.

On ne parle pas non plus de politiques régionales. Certes l'ouverture aux échanges internationaux amène à renoncer aux politiques keynesiennes qui créent de graves déséquilibres des balances commerciales si elles ne sont pas coordonnées entre pays. On peut néanmoins agir par des actions spécifiques à des régions ou des secteurs industriels. C'est ce qui s'est fait avec succès dans l'industrie automobile. Ne faudrait-il pas s'interroger sur les instruments adaptés pour stimuler la création d'emplois compétitifs et retarder la destruction d'emplois exposés ?

Je me suis aussi demandé ce qu'il y a de vraiment nouveau dans le phénomène de délocalisation. Nos mines de charbon se sont épuisées, on peut dire que l'extraction du charbon s'est délocalisée. Cela a certes posé des problèmes régionaux mais on a pu faire face avec des politiques adaptées. Peut-être la principale différence tient-elle à ce que la délocalisation actuelle a des effets diffus et qu'il est plus difficile d'agir sur des phénomènes diffus que concentrés.

Enfin si le modèle est juste on peut craindre que cela s'accompagne de troubles sociaux graves. J'ai été frappé de voir, qu'en fin de compte, P. N. Giraud se rapprochait d'analyses de Marx annonçant une paupérisation des masses qui provoquerait la fin du capitalisme. Ne peut-

---

<sup>6</sup> Sans compter que sa mise en oeuvre soulèverait également des problèmes techniques d'une extrême complexité (pouvant aussi engendrer des effets pervers) en raison du stade déjà très avancé de la dispersion des processus productifs entre les territoires.

on de même s'interroger aujourd'hui sur la survie du capitalisme face aux effets du commerce avec les pays à bas salaires ?

### Les finances et la monnaie

**P.-N. Giraud :** Il est clair que les fluctuations actuelles des taux de change défavorisent le libre échange : un partisan du libre échange prônera donc des taux de change honnêtes. Mais qu'est-ce qu'un taux honnête ? Selon les théories économiques, le taux de change entre deux pays doit être celui qui équilibre les productivités *moyennes* du travail. Or la productivité moyenne des 1,3 milliards de Chinois est beaucoup plus faible que celle des 250 millions d'Américains. En revanche la productivité des Chinois dans des usines produisant pour l'exportation vers les pays développés est beaucoup plus forte que la moyenne. C'est cela le problème : il y a des poches de productivité élevée dans des pays de productivité moyenne très faible. Je ne pense donc pas qu'une révision des taux de change modifierait beaucoup le phénomène.

Les perspectives de croissance dans les pays à bas salaires sont telles qu'on devrait observer un flux permanent d'épargne venant des pays développés. C'est une bonne chose parce que cela peut accélérer la croissance des pays à bas salaires et donc réduire les tensions entre les pays. Mais ces investissements doivent donner lieu à des retours en devises, ce qui accroît le commerce international. Ils font donc partie du mécanisme d'accroissement des échanges avec les pays à bas salaires.

**Jean-Marc Oury :** Ma question était plus précise : les masses d'investissements dans ces pays sont telles qu'elles pourraient être facteurs de création d'emplois dans nos pays et, peut-être, d'émergence d'une classe moyenne dans les pays à bas salaires. Peut-on organiser des flux d'investissements assez rapides et sûrs pour limiter les déséquilibres ?

**P.-N. G :** Tout ce qui peut accélérer la croissance de type autocentré en élevant le niveau de vie moyen dans les pays à bas salaires est une bonne chose. Mais je pense que cela prendra des décennies. Pour l'instant nous allons vers un rapprochement des niveaux de vie moyens entre territoires et un accroissement des écarts de revenus dans chacun d'eux. Ce phénomène de rattrapage sera certes d'autant plus puissant que le taux d'investissement sera important. Mais pour l'instant les investissements ont donc plutôt tendance à accroître les tensions.

### Vers des services plus qualifiés ?

**Un intervenant :** Le phénomène étudié dépend de la proportion de biens et services qui voyagent. Ainsi, la santé est un secteur peu exposé qui va bientôt représenter une valeur ajoutée équivalente à l'industrie. Comment votre modèle en tient-il compte ?

**P.-N. G :** Il y a heureusement un grand nombre de biens et de services protégés. La demande de ces biens peut croître. Mais il faut une croissance suffisante du groupe des compétitifs pour entraîner l'ensemble.

**Claude Vimont :** Puisqu'on a cité mes travaux je voudrais évoquer deux raisons de tempérer le pessimisme de P.N. Giraud : les implantations à l'étranger et le développement de services de qualité.

Investir à l'étranger, c'est transférer non seulement des capitaux mais aussi créer des emplois commerciaux à l'étranger et développer les services aux entreprises. Cette voie suppose cependant d'accroître notre présence à l'étranger, hélas faible par rapport à d'autres pays.

Je voudrais insister sur une deuxième voie : la compensation par les services. La situation que vous décrivez est proche de celle décrite par Robert Reich dans *L'Économie mondialisée* où il annonçait que beaucoup de gens seraient conduits à travailler pour servir des compétitifs. Devenu depuis ministre de Travail il a dit récemment qu'il constatait que le secteur des services se structurait et que cela créait des emplois mieux rémunérés.

C'est une voie pour nous aussi. Si une partie de la population a la perspective d'améliorer ses revenus, elle va devenir plus exigeante sur la qualité. Il y aura alors besoin d'élever la



qualification du personnel dans les services et d'augmenter l'encadrement. Cela devrait créer des revenus plus élevés. De plus, l'étranger peut nous acheter des services. C'est déjà le cas pour l'activité touristique ou pour les bureaux d'études.

**P.-N. G :** Je suis d'accord : l'élévation de la qualité des services qui incite les compétitifs à les acheter, la vente de services à l'étranger, permettent de limiter les déséquilibres. Mais ce processus sera-t-il assez rapide ?

Mon hypothèse est que nous allons constater une accélération de la destruction d'emplois car le phénomène est en train de changer de dimension : la Chine est capable de faire presque tout ce que nous faisons ; l'Inde est en train de déssoviétiser son économie; la Russie se restructure en ce moment mais elle peut devenir une redoutable concurrente; une partie de l'Amérique Latine se livre à une croissance tirée par les exportations. Il sera très difficile de compenser ces effets.

D'ailleurs Robert Reich est beaucoup plus pessimiste que moi dans son livre : il parle du déchirement du tissu social et du consensus politique aux États-Unis. Je ne me prononce pas sur ce point : une société avec 30 % de compétitifs et 70 % de protégés travaillant moins et gagnant moins mais vivant ensemble ne serait pas forcément invivable.

Une remarque sur les questions de Jean-Marc Oury et Claude Vimont : comment stimuler les créations d'emplois, quel types de politiques de soutien mettre en place ? Je ne peux pas donner de réponses précises sur ces points car je n'ai pas travaillé ces sujets. Je me contenterai d'indiquer que des différences de structures entre pays les feront réagir très différemment aux phénomènes que j'ai évoqués.

Par exemple, le Japon a des chaînes de sous-traitance féodales, animées par des compétitifs qui protègent leurs sous-traitants. Cela réduit fortement le nombre d'exposés. De plus les compétitifs et une partie des exposés consomment une grande quantité de biens et de services locaux. Le Japon sera donc moins sensible aux destructions d'emplois que d'autres pays développés.

Comment se rapprocher du Japon ? Comment faire pour que les industriels compétitifs traitent mieux leurs sous-traitants ? Comment modifier les structures de consommation ? Probablement pas en faisant de la publicité pour inviter les gens à prendre des bonnes d'enfants ou des précepteurs. Mais cela sort du domaine des questions que j'ai abordées ce soir.

### **Vers des ruptures ?**

**Int :** Je suis très étonné du raisonnement qui vient d'être fait.

D'une part, on nous propose une analyse déterministe sans tenir compte des régulations et coopérations qui pourraient intervenir, phénomènes sur lesquels la littérature abonde pourtant. D'autre part, comment peut-on présenter une vision apocalyptique sans imaginer des ruptures ? Dans le modèle, il n'y a pas de guerres ou de révolutions. Or on ne peut faire ce genre de prévisions sans supposer des ruptures.

**P.-N. G :** Je ne tiens évidemment pas compte d'une troisième guerre mondiale ou de ruptures sociales majeures : cela fait partie des règles du jeu de l'analyse économique qui essaie de repérer les tendances.

Mais je tiens compte de mécanismes de régulation. J'ai ainsi examiné le mécanisme postulé par les économistes néo-classiques, selon lequel le libre échange augmentant le bien être global, il suffit de prendre une part de cet accroissement pour la redistribuer.

J'ai aussi dit que les États pourraient se regrouper par grandes zones homogènes pour négocier. Ce serait un mécanisme de régulation fondamental. Va-t-il se produire ? Je ne sais pas, mais je vois des obstacles à la constitution d'un bloc européen uni à cause des divergences d'intérêts de ses pays. Ainsi la R.F.A., dont la spécialisation mécanique et équipementière tendait à s'essouffler, peut aujourd'hui espérer d'immenses marchés dans les pays qui construisent ou reconstruisent leur industrie (Europe de l'Est). Cette position privilégiée pourrait en faire l'un des rares pays riches où la croissance des emplois compétitifs pourrait compenser les destructions d'emplois exposés et la rendre ainsi opposée à toute idée de contrôle collectif de ces rythmes de destruction.

**Int. :** Votre modèle est intéressant car il permet d'anticiper différentes sortes de ruptures. Par exemple une étude récente indique que dans 30 très grandes villes des États-Unis, des mafias et des gangs développent des activités économiques parallèles. On peut aussi considérer que les évolutions actuelles du monde arabe constituent des protections symboliques contre les échanges internationaux. On peut aussi concevoir que des économies autocentrées se développent sans jouer le jeu économique international dominant.

**P.-N. G :** Ne m'accusez pas de proposer une vision apocalyptique. Si 30 % de la population gagne en moyenne quinze fois plus que le reste, cela conduira-t-il à l'apocalypse ? Pas nécessairement si personne ne vit dans la misère. Les structures de consommation devraient se modifier. On trouverait beaucoup de produits bon marché. Cela commence d'ailleurs, car on voit arriver des produits de Chine ou d'autres pays à bas salaires et à capacité technologique. L'indice des prix du "panier de la ménagère" de l'INSEE n'a en réalité plus grand sens : en prenant son temps, on peut trouver la même chose à moitié prix avec les soldes, les promotions, les arrivages en vrac de Corée, etc.

Aux États-Unis, les situations que je décris existent déjà et vont s'accroître avec l'ALENA (l'Alliance Économique Nord Américaine). Il est vrai que cela va contraindre les compétitifs à vivre entre eux et à recruter des gardiens d'immeubles. Mais ce ne sera pas forcément l'explosion sociale générale. Quant à la criminalité et la violence aux USA, c'est un problème déjà ancien dans lequel les déterminants économiques ne sont pas forcément les plus importants.

**Int. :** Après la deuxième guerre, nous avons de même en France des exposés, des compétitifs et des protégés. Nous avons détruit à peu près 30 % d'emplois dans l'agriculture. Nous avons connu des délocalisations à l'intérieur de notre territoire d'une ampleur peut-être plus importante que celle qui nous attend. A quoi tient la différence entre la période passée et la future. Ne tient-elle pas aux mécanismes de transferts sociaux ? Ceux qui ont permis d'absorber les transformations internes semblent inadaptés aux évolutions actuelles.

**P.-N. G :** Je vous fais une réponse spontanée à laquelle il faudrait peut-être que je réfléchisse plus. La destruction d'emplois dans l'agriculture a résulté d'une augmentation de la productivité. Si des emplois se sont libérés, il s'en est créé de nouveaux dans le pays car l'abaissement des prix agricoles a libéré du pouvoir d'achat qui s'est orienté vers d'autres produits. Au contraire, il y a aujourd'hui destruction d'emplois sans augmentation de productivité : on échange seulement 1000 emplois exposés contre 500 qualifiés. Il y a augmentation de la richesse globale du pays mais destruction d'emplois. Les mécanismes sont peut-être différents<sup>7</sup>.

### **La fin du libéralisme ?**

**Int. :** Vous essayez de voir ce qui se passe si l'État n'intervient pas et vous arrivez à la conclusion que cela conduira à la multiplication des bas salaires et des "petits boulots". C'est tout aussi explosif en France que l'augmentation du chômage. J'aurais donc tendance à conclure qu'il faut une protection aux frontières. Je suis même persuadé que l'État n'aura pas le choix.

---

<sup>7</sup> Ayant réfléchi à cette intéressante question après la séance, je pense qu'on peut apporter la réponse suivante. Le genre de phénomène qui a caractérisé les trente glorieuses présente en effet de grandes analogies formelles avec celles dont nous parlons ici. Durant cette période, le groupe des actifs agricoles, encore très important dans la France de 1946 (36 % des actifs) va perdre 5,4 millions d'emplois en 30 ans, dont 4,4 avant 1968. Mais ces destructions ont été exactement compensées par les créations dans l'industrie et les services. Deux différences essentielles cependant avec la situation actuelle : 1) il était certainement plus facile pour un paysan de devenir OS dans l'automobile que pour un exposé d'aujourd'hui de devenir un compétitif ; 2) ce mouvement, résultat d'une dynamique interne de productivité, était sous contrôle du gouvernement : je suis persuadé qu'on aurait ralenti l'exode rural s'il avait été source d'un chômage massif.

**Autre intervenant :** J'ai entendu des choses très intéressantes ce soir et quelques unes très dangereuses, notamment quand on conclut qu'il faut instaurer le protectionnisme. Il faut expliquer inlassablement que l'échange est créateur de richesses. Lorsqu'on échange 1 F d'Airbus contre 1 F de chemises, on exporte certes une production avec peu de main d'œuvre productive et bien payée contre une production peu productive et mal payée mais le bilan est positif. C'est pour cela que l'échange a lieu. On peut comparer ce phénomène avec le progrès technique et reprendre cette phrase d'Alfred Sauvy "*Ne vous plaignez pas de ce que le progrès technique supprime des emplois : il est fait pour cela*". De même il ne faut pas se plaindre de ce que l'échange supprime des emplois car il est fait pour cela : donner plus de richesse pour moins de travail, rendre la division internationale plus efficace pour le bien de tous. Toute conclusion protectionniste doit être dénoncée car un territoire qui se prive de l'échange se prive de richesses.

Cela pose évidemment deux problèmes. Il faut d'une part veiller à ce que la balance des paiements soit équilibrée, et donc avoir un secteur compétitif suffisamment fort. Il faut d'autre part une politique adaptée de redistribution des richesses.

**P.-N. G :** Ce qui vient d'être dit est conforme aux théories classiques du commerce international. Mais ces théories sont statiques alors que j'adopte une approche dynamique et que j'ai mis l'accent sur une conjoncture historique : les rythmes de destruction d'emplois seront beaucoup plus rapides dans nos pays que les rythmes de création d'emploi.

Je n'en conclurais pas comme vous qu'il ne faut pas de protectionnisme, parce qu'entre une analyse des mécanismes et cette conclusion interviennent des jugements de valeur et qu'on sort ainsi du champ de la science. Vous savez bien que, dans certaines circonstances, on peut choisir pour des raisons politiques de ralentir un peu la croissance pour arriver à plus de justice. Vous savez très bien de plus qu'il n'est pas facile de redistribuer. Il est facile de dire d'une part qu'il faut faire en sorte que le gâteau soit le plus gros possible et d'autre part qu'on redistribuera en faisant comme si ces deux actions étaient indépendantes. Les choses ne se présentent jamais ainsi dans la réalité : elles sont imbriquées.

Je n'ai pas pris position sur la question de savoir s'il faut plus de protectionnisme ou plus de socialisme. J'ai même indiqué, de façon un peu provocante, que ce que je prévois n'est pas forcément l'apocalypse, c'est même plutôt agréable pour une partie de la population.

**Int. :** Revenons à Marx, car vous n'avez pas répondu à l'invite de Jean-Marc Oury de vous situer par rapport à la problématique de Marx. Les catégories utilisées dans votre modèle n'épuisent pas la totalité de la population française : il n'y a pas que des gens qui tirent leur revenu du travail mais aussi certains en tirent du capital. Ne faut-il pas imaginer une redistribution des richesses entre les détenteurs du capital et les autres ?

Par ailleurs quand on prend le métro à Paris, on voit qu'on se rapproche d'une situation à la brésilienne, d'une paupérisation. Faudra-t-il vivre dans des citadelles et se protéger en permanence contre la menace de pauvres de plus en plus nombreux ?

**P.-N. G :** Marx est un très grand économiste, mais un économiste classique. Il ne tenait pas compte de variables historiques : il parlait de façon intemporelle de lois de baisse tendancielle du taux de profit, de paupérisation absolue, etc. Qui dit loi dit mécanique et se situe en dehors des contingences historiques. Par exemple il n'a pas réfléchi aux raisons pour lesquelles les écarts de revenus se sont à ce point réduits après lui. Or on peut l'expliquer avec un modèle comme le mien. Mon modèle n'est pas marxiste car il ne traite pas de contradiction entre le capital et le travail. Je ne prévois pas une paupérisation absolue, mais un accroissement de la richesse mondiale, une diminution des différences de revenus moyens entre pays développés et pays à bas salaires et à capacités technologiques et accroissement des écarts de revenus dans chacun des territoires.

Je ne vois donc pas un rapport très étroit entre son approche et la mienne. La sienne est mécanique alors que j'essaie d'appréhender une dynamique ouverte au politique. Or c'est à une dynamique nouvelle des revenus, engendrée par les échanges internationaux, que nous allons assister. Des facteurs politiques viendront-ils la modifier ? Aujourd'hui, je n'oserais formuler aucune conjecture en ce domaine.